

# débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 173 25 octobre 2007

Contact-abonnement-désabonnement : [debatmilitant@lcr-debatmilitant.org](mailto:debatmilitant@lcr-debatmilitant.org) | Site : [www.lcr-debatmilitant.org](http://www.lcr-debatmilitant.org)

**Comité de coordination** : Charles Boulay, Jean François Cabral,  
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

## Sommaire :

- Après le 18, un programme pour unifier les luttes
- Vénézuéla : Parti des travailleurs ou parti chaviste ?

## Après le 18, un programme pour unifier les luttes

Dès le matin du 18, aux AG de cheminots, le vote sur la reconductibilité ou pas de la grève posait de façon directe la question des suites d'un mouvement qui, pour pouvoir l'emporter, ne pouvait se limiter à une journée isolée. Une semaine plus tard, la question reste ouverte...

Le gouvernement a répondu à la mobilisation massive du 18 en réaffirmant que le passage de 37,5 à 40 ans de cotisation était non négociable, tout en invitant les organisations au « dialogue » et leur fixant rendez-vous pour la semaine suivante.

CFDT et CGT ont été reçues séparément mercredi 24 par Xavier Bertrand. La CFDT, qui pense, selon Chérèque, que « *le travail syndical est d'obtenir des contreparties quand une réforme est inéluctable* », a fait des propositions d'amendement au projet du ministre, acceptant, entre autres, le passage à 40 ans de cotisations, mais en 2014 au lieu de 2012... Malys, qui représentaient la CFDT, a trouvé la rencontre avec le ministre « *vive, franche et constructive* »... Le Duigou, pour la CGT, loin de porter le refus massivement exprimé par les grévistes de cette réforme, est venu demander « *au ministre de dire ce qu'il accepte de négocier. Il ne peut pas faire comme s'il n'y avait pas eu une exceptionnelle journée de grève le 18 octobre* »... Il faut croire que si !

Thibault, au soir du 18, avait affirmé que « *la réforme, dans ses contours actuels, ne passera pas* »... tout en se gardant bien de préciser ce que pourraient bien être ces « contours » qui rendraient la réforme acceptable. Le communiqué de Didier le Reste, secrétaire fédéral de la CGT cheminots à l'issue de la rencontre, lundi 22, des huit fédérations syndicales de cheminots, reste dans le même flou : « *si la copie, à savoir le cadrage gouvernemental national, n'est pas revu, les fédérations se sont engagées à décider d'un mouvement de grève qui pourrait être reconductible, à la mi-novembre* ». Les fédérations se reverront le 31 octobre pour « *mesurer les réponses du gouvernement* »...

L'intransigeance du gouvernement ne leur laisse pas d'autre choix, en dépit de leur attentisme, que d'appeler à une nouvelle journée de grève, mais cette fois reconductible.

De leur côté, les fédérations syndicales de la Fonction publique viennent de décider d'une journée d'action, le 20 novembre, « *pour les salaires, l'emploi et le service public* », journée d'action à laquelle s'associent les syndicats de l'Education nationale, contre les suppressions de postes.

Après des mois passés à laisser passer les coups en restant l'arme au pied, les organisations syndicales sont contraintes, sous la pression de leur base, d'organiser une riposte minimum.

Mais elles le font sans fixer d'objectifs concrets aux mobilisations, et en ordre dispersé sous prétexte que les revendications seraient différentes selon les attaques, et qu'il ne faut pas « se disperser ».

Un peu partout, des équipes militantes ont bataillé pour faire du 18 octobre bien plus qu'une simple journée d'action catégorielle contre la suppression des régimes spéciaux de retraite. D'une part parce que se battre pour le maintien des régimes spéciaux aux côtés des salariés concernés, c'est se battre contre le projet plus global du patronat et du gouvernement d'augmenter le nombre d'années de cotisation pour l'ensemble des travailleurs.

D'autre part parce que c'était aussi l'occasion de se retrouver pour dire collectivement « non » à la politique de Sarkozy, pour affirmer la nécessité d'un « tous ensemble » et commencer à le mettre en œuvre.

Mais ces initiatives n'ont pas réussi à mobiliser largement. Bien des salariés restent sensibles à l'argumentation des organisations syndicales de ne pas disperser les luttes, et la participation à la journée du 18 de secteurs non directement concernés par le problème des régimes spéciaux s'est généralement limitée à la présence, dans les manifestations, de délégations syndicales.

L'idée de la nécessité d'une convergence des luttes, d'un grand « tous ensemble », a fait son chemin dans bien des têtes, mais pour la plupart des salariés, elle n'est pas une perspective concrète.

Derrière les attaques catégorielles ou plus générales (assurance-maladie, contrat de travail, immigration, licenciements...), le gouvernement et le patronat mènent une attaque tous azimuts, mais cohérente, contre le monde du travail dans son ensemble, pour les profits. C'est la mise en application systématique d'un programme de classe, celui du Medef, servi par le gouvernement, et bénéficiant de la paralysie de confédérations syndicales dépourvues de toute perspective politique, quand elles ne sont pas ouvertement d'accord avec les réformes elles-mêmes.

La stratégie du gouvernement et du patronat consiste à porter ses coups les uns après les autres, à avancer sur un secteur avant de passer à un autre, mais toujours dans le cadre d'un plan d'ensemble. De 1993, où Balladur passait les retraites du privé de 37,5 à 40 ans de cotisation, en passant par 2003 où Fillon fait de même avec la fonction publique, avant 2007 où c'est le tour des régimes spéciaux, l'exemple des retraites est parlant. Et si ce dernier « alignement » aboutit, l'étape suivante, déjà annoncée, sera l'allongement de tous les régimes...

La réponse à cette offensive globale suppose de rompre avec cette logique du « dialogue social » dans laquelle se sont laissées enfermer les organisations syndicales, acceptant les réformes annoncées comme « *inévitables* » et se contentant de « *contreparties* »...

Elle suppose de fédérer les ripostes partielles, de construire une riposte globale autour de notre propre programme, un programme de classe, pour une mobilisation d'ensemble.

Contre les fermetures d'entreprises, les suppressions d'emploi : interdiction des licenciements, partage du travail entre tous.

Pour le « pouvoir d'achat », un SMIC à 1500 euros nets minimum et une augmentation immédiate des salaires de 300 euros nets pour tous.

Sur les « contrats de travail », un CDI pour tous.

Pour des retraites réellement équitables, le retour à 37,5 annuités pour tous, et des montants permettant de vivre décemment.

Pour assurer une santé accessible à tous, une véritable sécurité sociale, financée par les patrons, sans franchises et sans restrictions de remboursements.

C'est à travers la formulation de ces exigences, en toute indépendance de la politique patronale et dans le but de satisfaire nos besoins les plus élémentaires, en toute légitimité, que se construira notre unité, la convergence interprofessionnelle de nos luttes.

**Eric Lemel**



# Vénézuéla : Parti des travailleurs ou parti chaviste ?

**A**u Vénézuéla, la formation du « Parti Uni Socialiste de Venezuela » (PSUV) avance à un rythme soutenu, même si le calendrier de départ a déjà été modifié 3 fois. Le 20 octobre dernier a eu lieu l'élection des délégués à l'Assemblée constitutive du nouveau parti, prévue pour le 4 novembre. Le premier Congrès aura lieu le 4 février 2008. La première tâche assignée au PSUV par le Président Chávez est l'approbation de la réforme de la Constitution. Un référendum a été convoqué pour le 4 décembre. L'initiative de la création d'un « parti uni » avait été lancée par Chávez en décembre 2005.

La formation de ce nouveau parti n'a pas donné lieu en France au débat qu'il mérite et la presse des organisations d'extrême gauche préfère, le plus souvent, l'ignorer. Par contre, il provoque une polémique très importante entre les militants et les organisations trotskistes au Vénézuéla même, bien sûr, et aussi dans les autres pays d'Amérique Latine.

La formation du PSUV est liée à la nature du régime politique et au processus bolivarien dans son ensemble et pose aussi des questions de fond sur l'intervention et l'organisation de la classe ouvrière, sur la lutte contre le capitalisme, pour la révolution et le socialisme. C'est un débat international qui trouve aussi ses résonances en France autour de la tâche d'aujourd'hui de construire un nouveau parti anticapitaliste.

Cette contribution, et Débat Militant comme expression politique, ne prétendent pas « fixer la ligne révolutionnaire » à suivre au Vénézuéla, ni se substituer à l'activité et à l'élaboration des camarades de ce pays. Ce serait une imbécillité en contradiction avec notre approche des tâches révolutionnaires et de construction des organisations révolutionnaires. Notre objectif est plus simple : essayer de comprendre les enjeux du débat et réfléchir aux enseignements à tirer pour l'ensemble des militants et organisations.

## La place du chavisme : une première approche

Le chavisme est aujourd'hui l'axe politique des luttes en Amérique Latine et un courant et une structure de poids au niveau international. Il réunit le discours socialiste, le soutien d'un ensemble de militants et organisations, l'alliance avec le castrisme, la proclamation de la lutte contre Bush et l'impérialisme, et aussi les ressources d'un riche État pétrolier...

Son apparition et consolidation comme tendance des Forces Armées d'abord, comme mouvement politique après, et comme incarnation de l'appareil de l'État, est en premier lieu un écho déformé du soulèvement populaire de février 1989, le *caracazo*. Ce soulèvement a mis fin au régime politique de la bourgeoisie en accord avec l'impérialisme, basé sur les partis politiques « démocratiques » d'après l'accord de Punto Fijo de 1958, suite à la chute de la dictature de Pérez Jiménez. En Amérique latine, l'impérialisme et les bourgeoisies locales n'ont pas réussi à stabiliser les régimes politiques, suite à la crise et l'effondrement des dictatures militaires dans les années 80. Si Lula et le Parti des Travailleurs ont pu structurer au Brésil une politique néolibérale d'alignement sur l'impérialisme, la majorité des autres pays de l'Amérique Latine sont plutôt gagnés par l'instabilité et les expressions de tendances nationalistes.

On peut observer au Vénézuéla la réfutation pratique de l'approche théorique qui proclame que la domination impérialiste - encore plus après la chute du mur de Berlin - s'identifie avec une expansion homogène du capitalisme et des relations capitalistes et la consolidation des régimes politiques au service du capital.

Au contraire. Le chavisme au Vénézuéla (mais aussi pour d'autres régimes réactionnaires comme l'Iran) exprime la résistance nationale à une domination impérialiste sans limites. Cette résistance peut agir grâce à une énorme rente pétrolière - qui peut être aussi, comme au Vénézuéla des années 80 et 90, le catalyseur d'un parasitisme aigu. Il s'agit d'une forme de « capitalisme d'État », de capitalisme national.

Cette résistance ne met pas en cause le fonctionnement de base et les institutions de la société capitaliste et de l'État bourgeois, mais elle se développe dans des conditions de crise, avec des phases d'affrontement aigu avec l'impérialisme ainsi qu'avec la bourgeoisie nationale, et d'autres de négociation et d'accord. Une des conditions d'existence de ce type de régime est sa capacité à contrôler et enrégimenter le mouvement de lutte de la classe ouvrière et des exploités.

Alors, il est habituel que de tels régimes se présentent comme « socialistes ». C'était le cas du Kuomintang en Chine avant la révolution maoïste, du nassérisme en Égypte et, en Amérique Latine, du péronisme avec son « socialisme national », du MNR en Bolivie et d'autres mouvements nationalistes au pouvoir. Chávez proclame, pour sa part, le « *socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle* », le « *socialisme bolivarien* », le « *socialisme indo-vénézuélien* ».

L'intervention révolutionnaire doit tenir compte des affrontements réels entre les classes et avec l'impérialisme sans ignorer la crise entre un régime politique et sa bourgeoisie, à condition de garder toute son indépendance. L'identification, par trop répandue dans des courants révolutionnaires, entre chavisme et guévarisme, entre chavisme et socialisme, prend comme argent comptant une proclamation incantatoire et opère une mystification de la réalité et de l'histoire. Le chavisme ne s'est pas élevé au niveau d'un mouvement révolutionnaire continental en lutte contre les régimes bourgeois, d'un mouvement d'expropriation général de la propriété capitaliste et de dissolution des formes de l'État bourgeois.

Son bilan est différent. Bush essaye de faire tomber Chávez et Chávez passe des accords avec les régimes bourgeois en Amérique Latine et est un soutien décisif de Kirchner en Argentine ; la bourgeoisie essaye de faire un coup d'État et fait en même temps des affaires comme jamais. Le gouvernement dépense beaucoup d'argent dans les « *misiones* », la santé, l'action sociale, dans les quartiers de la population pauvre, mais l'exploitation capitaliste ne change pas, le travail au noir continue à toucher 50 % des salariés, la pauvreté et les « *conditions structurelles* » de vie de la population (logement, par exemple) s'améliorent seulement à la marge. Le Président parle du « *socialisme* » et de « *pouvoir populaire* », mais l'axe de l'appareil de l'État est son pouvoir personnel et les Forces Armées.

## Chavez et le PSUV

Le Président Chávez a lancé la constitution du PSUV (avec l'intégration de l'ensemble des forces politiques qui soutiennent le régime) le 15 décembre 2006, après sa victoire présidentielle. Dès le début, il a été clair que le PSUV serait la seule structure admise pour les organisations, tendances et militants révolutionnaires, c'est-à-dire engagés dans la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme, et que le nouveau parti répondait complètement aux orientations et décisions du Président. En ce sens, on peut parler d'un « *parti unique* », bien que les différents partis bourgeois puissent continuer à exister. La réforme constitutionnelle est aussi en cours et elle doit assurer une réélection indéfinie de Chávez et d'énormes pouvoirs pour le Président.

C'est en se mouvant dans l'exemple chaviste qu'une série des tendances et organisations comme le MST en Argentine et le MES au Brésil (à l'intérieur du P-SOL) essayent d'utiliser l'exemple du PSUV de Chávez pour appeler à la construction d'organisations de la « *nouvelle gauche* », avec des politiciens de la bourgeoisie et la petite bourgeoisie étrangers et hostiles au mouvement ouvrier, sans délimitation politique et programmatique, en ignorant le marxisme révolutionnaire et ses traditions de lutte.

Le discours liminaire de Chávez commence en disant: « *necesitamos un solo partido* » (*on a besoin d'un seul parti*). Il nie toute légitimité aux tendances et organisations qui peuvent refuser l'intégration dans la nouvelle organisation. D'ailleurs, le PSUV présente la particularité d'avoir mis en place un « Tribunal de Discipline », qui peut exclure et sanctionner les militants avant l'adoption des statuts, d'un programme, des documents politiques et des formes d'organisation (Edgardo Lander, *Rebellion.org*, 13/09/07). La seule base politique du parti est l'adhésion au Président Chávez et cet élément fonde la discipline de l'organisation.

Chávez se permet d'identifier bolchevisme et stalinisme, et il n'est pas très original à ce sujet. Mais cette opération lui permet de lancer la construction d'une organisation du haut vers le bas, à partir de l'appareil de l'État, messianique, monolithique, sans démocratie ouvrière, sans élaboration politique.

L'objectif de la nouvelle organisation est de discipliner toutes les tendances et les militants, surtout si la crise se développe. Les discussions à l'intérieur du chavisme sont fortes et les tendances révolutionnaires des organisations et militants de base se heurtent à la bureaucratie, à la corruption, à l'esprit de conciliation des hautes sphères de l'État. Chávez doit renforcer ses possibilités d'arbitrage, de décision, dans une accentuation du bonapartisme.

Le PSUV n'est pas une coquille vide que chacun peut remplir comme il l'entend. Le Président Chavez en a très bien fixé les limites : « *On sait qu'un des énoncés de Karl Marx est précisément celui de la dictature du prolétariat ; mais il n'est pas viable pour le Venezuela dans cette période. Ce n'est pas notre voie ! Notre projet est par essence démocratique. Nous parlons de démocratie populaire, démocratie participative, démocratie protagoniste* » (Discours de l'unité, 15/12/06) Le langage et le contenu sont clairs : le PSUV n'est pas un parti anticapitaliste, révolutionnaire. Son horizon est une version « participative » de l'État bourgeois.

Les capitalistes et entrepreneurs nationaux ont toute leur place dans le nouveau parti. On vient de créer la Asociación de Empresarios Socialistas de Venezuela (Association d'Entrepreneurs Socialistes du Vénézuéla) qui se déclare comme composante du PSUV. Plusieurs groupes capitalistes de première importance dans le pays font partie de cette association, qui est loin d'être une force marginale de la bourgeoisie. (César Neto et Leonardo Arantes. « *Rentrer dans le PSUV, c'est la même chose que rentrer dans le PT de 1980* », *Soberanía.org*, 30/05/07)

## La réforme constitutionnelle

L'analyse de la réforme constitutionnelle est importante (voir *Rouge*, 20/09/07), mais ne peut servir de prétexte pour ne pas réfléchir et participer au débat sur le PSUV, qui va bien au-delà de l'adhésion ou non au nouveau parti.

Cette réforme essaye de renforcer les tendances au bonapartisme et l'on sait que le régime bonapartiste est propre au capitalisme des pays à la fois dominés par l'impérialisme, connaissant une activité du mouvement ouvrier et des exploités indépendante. Pour revenir à nos classiques : « *Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières du pouvoir d'État. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis particulier. Il s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner, soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions et conquérir ainsi la possibilité de jouir d'une certaine liberté à l'égard des capitalistes étrangers* » (Trotski, *L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière*, juin 1938).

On n'a pas la place pour faire ici un examen détaillé de la réforme de la Constitution. Mais il faut souligner que cette réforme, qui va être approuvée sans débat populaire, renforce tous les éléments bonapartistes du régime et fait des concessions secondaires aux masses. L'article 90 réduit la journée de travail de 8 à 6 heures par jour (quid du travail au noir ?) et plusieurs droits sont proclamés. Mais les références au « *pouvoir populaire* » sont tout à fait trompeuses. On peut créer une multitude de conseils communaux et populaires ; ces conseils sont limités aux questions locales, ils devraient gérer 5 % du budget sous la surveillance du pouvoir exécutif et ils sont complètement sous contrôle. Il ne s'agit pas de « *tout le pouvoir aux conseils* », mais plutôt du contraire. On peut dire des conseils de la nouvelle Constitution du Vénézuéla au niveau national la même chose que sur le « *budget participatif* » au niveau municipal au Brésil : il s'agit de mécanismes de cooptation par l'appareil d'État et l'administration.

Les questions de la propriété des moyens de production sont du même registre ; on favorise la soi-disant « *propriété sociale* » et les coopératives, mais on ne touche pas à la propriété des grandes entreprises, à la grande propriété terrienne, ni au capital.

Le PSUV s'identifie avec cette réforme et cet acte de baptême marque la nature du nouveau parti.



## Le débat sur le PSUV

Les décisions de Chávez et l'organisation du PSUV ont donné lieu à une polémique très importante au Vénézuéla, surtout dans le Partido Revolución y Socialismo (PRS), mais aussi d'une manière plus large. Ce débat, qui ne va pas bien au delà de décisions tactiques immédiates, est d'une grande importance et nous devons le suivre très attentivement parce qu'il met en jeu des questions stratégiques dans cette période et pas seulement des problèmes politiques immédiats au Vénézuéla.

Ce débat est très vaste, mais le point qui nous intéresse principalement peut se résumer de la manière suivante : faut-il suivre une direction politique qui affronte l'impérialisme et se diluer dans une seule organisation au nom de la lutte ?

Certains traits du nouveau parti (messianisme, absence de démocratie, bureaucratisme, construction à partir de l'appareil de l'État) seraient suffisants pour que les militants révolutionnaires se refusent à cet alignement. Mais on doit aller plus loin, et souligner que cette incorporation en finit avec toute intervention indépendante de la classe ouvrière.

Le PRS n'existe plus sur les bases de son lancement en 2005. Des dirigeants comme Stálin Pérez Borges ne voient pas de raison pour ne pas soutenir Chávez : *« Aujourd'hui nous nous proposons de faire un pas vers le PSUV parce que nous sommes convaincus de la nécessité de faire partie de la construction de ce projet politique, d'être dans l'organisation dans laquelle des millions de compatriotes vont donner le meilleur d'eux-mêmes dans la lutte pour le socialisme »* (Stálin Pérez Borges et autres membres du Comité de formation du PRS adhèrent au PSUV, *Aporrea*, 25/04/07)

Par contre, Osvaldo Chirinos et d'autres dirigeants du PRS affirment que les décisions doivent être prises *« à partir du caractère de classe du PSUV et de la nécessité des travailleurs et du peuple de disposer définitivement d'un outil politique indépendant et révolutionnaire qui favorise l'approfondissement du processus révolutionnaire au socialisme, sans patrons, propriétaires fonciers, bureaucrates et gens corrompus »* (Le PRS ne se dissout pas et il ne rentre pas au PSUV, *Aporrea*, 25/04/07)

Stálin Borges disait en 2006 plutôt le contraire de ce qu'il dit en 2007 : *« (Le gouvernement Chávez) est encore capitaliste sui generis, dans le sens qu'il a pris des mesures populaires, il est indépendant de la politique de l'impérialisme américain, mais il continue à être un gouvernement capitaliste. Les patrons continuent à exister, les relations de production ne se sont pas modifiées »*

Le PRS a été créé en juillet 2005 et à ce moment-là, il a laissé en suspens des questions de fond, comme la nature du chavisme. Le soutien au « processus révolutionnaire » était utilisé pour mettre entre parenthèses la délimitation par rapport au gouvernement et à sa politique.

La formation d'un nouveau parti doit se faire clairement en expliquant pourquoi cette création est nécessaire en fonction des forces existantes, comme objectif politique et d'intervention du mouvement ouvrier. À cette condition, l'appellation « socialiste » a un sens. Au Vénézuéla, cela signifie forcément la critique de Chávez et du nationalisme.

La période actuelle est aussi marquée par l'offensive gouvernementale contre le mouvement ouvrier indépendant. Osvaldo Chirinos vient de dénoncer le fait qu'« on est en présence d'une forte offensive politique des secteurs gouvernementaux, pour battre les secteurs combattifs (classistes) et par là commencer à liquider les organisations syndicales » (*Aporrea.org*, 21/09/06). Les situations que Chirinos et d'autres militants dénoncent sont les interventions et la répression du gouvernement aux usines Firestone, Mavesa, Coca-Cola, Sanitarios Maracay (contre la gestion ouvrière) et surtout le conflit des ouvriers du pétrole à Zulía, Carabobo y Anzoátegui, provinces dans lesquelles la bureaucratie chaviste a négocié un accord collectif contraire aux revendications, dans le dos des travailleurs.

En réalité, cette politique du gouvernement prend le relais du comportement des dirigeants chavistes et de la bureaucratie du gouvernement à l'occasion du deuxième Congrès de l'Union Nationale de Travailleurs (UNT) en mai 2006. L'UNT, en tant que Confédération indépendante, devait prendre la place de la CTV, vieille Confédération soumise aux partis politiques de la bourgeoisie. La tendance C-CURA (Courant de classe, unitaire, révolutionnaire et anti-impérialiste) qui regroupe les militants du PRS et des sans parti, a milité pour la formation d'une nouvelle Confédération, sur la base de positions de gauche, un programme indépendant de revendications et un fonctionnement démocratique. Au

Congrès, les chavistes ont essayé de bloquer ce processus, et ont empêché la consolidation de l'UNT, en combattant directement C-CURA.

Le Ministère du Travail et ses fonctionnaires élargissent maintenant cette brèche en intervenant quand nécessaire directement sur les lieux de travail et dans les conflits entre la classe ouvrière et les capitalistes.

**Marcelo N.**



**Si **débat***militant* te plait, n'hésite pas à le diffuser  
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,  
propose leur de s'abonner...**